

dial

DIAL D 115 URUGUAY: LES EGLISES SE PRONONCENT SUR LA SITUATION POLITIQUE

DIFFUSION DE L'INFORMATION

SUR L'AMÉRIQUE LATINE

170. BOULEVARD DU MONT-PARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

Après la tenue d'état du 27 juin 1973, qui a vu la dissolution du Parlement et les pleins pouvoirs attribués au président Bordaberry, l'Eglise catholique, dans la personne de l'évêque de Montevideo, et la Fédération des Eglises Evangéliques d'Uruguay ont publié les déclarations suivantes)(DIAL)

I- DECLARATION DE L'EVEQUE DE MONTEVIDEO

Réunis pour analyser à la lumière de la foi la situation du pays, et après avoir pris connaissance des préoccupations de la communauté, l'évêque et son conseil presbytéral ont décidé de proposer à la réflexion commune les remarques suivantes, dans le but d'être utile à tous les chrétiens et aux hommes de bonne volonté.

1- Nous savons que la réalité est complexe et qu'il n'est pas facile de porter sur elle un jugement au nom de Dieu, jugement qui est toujours exigeant et qui n'est jamais réductible à des attitudes simplistes. Aussi notre seule prétention est-elle que d'apporter notre aide en vue d'une réflexion nécessaire et d'un engagement de chacun et de la communauté.

Il est certain que l'Eglise n'a pas pour mission de consacrer un ordre légal quelqu'il soit ou de veiller à son maintien. Elle n'a, en tant qu'institution, à prendre aucun engagement politique déterminé, et cela sans préjudice du fait que chaque chrétien doit s'engager et ^{qu'}cela lui est même demandé.

Mais il est indiscutable que l'Eglise a pour mission, dans toutes les conjonctures, d'indiquer les valeurs qui permettent d'édifier une vie plus parfaitement humaine, et de dénoncer les anti-valeurs correspondantes. Et cela, parce que ces valeurs de caractère évangélique sont indissolublement liées à la réalisation du plan de Dieu dès aujourd'hui, c'est-à-dire à la recherche de la Justice, de la Fraternité et de la Paix voulues par le Seigneur.

2- Nous croyons que, dans les circonstances actuelles, le Christ attend de nous que nous prenions position. Notre avenir est aujourd'hui en jeu. C'est la raison pour laquelle nous tenons à rappeler quelques règles fondamentales qui relèvent de la doctrine constante de l'Eglise, de façon à permettre un engagement susceptible de préparer l'avènement de jours meilleurs.

3- Le premier consiste à réaffirmer que, pour un chrétien, chaque homme et tous les hommes ont une valeur sacrée qui dépasse toutes choses. Aussi affirmerons-nous toujours ceci: personne (qu'il soit un individu, un pouvoir ou une institution) n'a le droit de réduire l'être humain à l'état de chose, à le soumettre ou à en faire l'objet de traitements indignes de sa condition de fils de Dieu.

C'est également pour cette raison que nous affirmons qu'il est impossible d'édifier une société juste sans que tous aient la possibilité

d'y participer dans des conditions d'égalité, que ce soit à titre individuel ou que ce soit par le biais de groupes intermédiaires - comme les associations de quartiers, les associations professionnelles, culturelles, religieuses, politiques - reconnus par tous, dont doit émaner le pouvoir de l'Etat et au service desquels, c'est-à-dire de tous et de chacun, il doit être.

4- Pour que cette participation soit possible, il faut qu'existe la liberté qui est, selon nous, l'exercice de la responsabilité en vue du plus grand bien de tous. Cette liberté n'existe pas là où il n'y a pas de participation réelle.

5- Enfin et surtout, nous savons qu'il est impossible d'édifier une société humaine et fraternelle sans la pratique de la justice qui, selon la norme évangélique, exige d'aimer les autres comme soi-même. Une justice qui réclame une distribution égalitaire du patrimoine commun. En conséquence, tout ordre qui ne repose pas fondamentalement sur la justice, tout ordre imposé par la force et non pas en vertu de l'accord de tous, donne tôt ou tard naissance à la violence, ainsi que l'expérience universelle en donne la confirmation.

6- Nous n'avons pas la prétention de faire une analyse détaillée du processus uruguayen de ces dernières années, mais nous devons attirer l'attention sur le fait que nous nous trouvons devant une situation qui se détériore progressivement dans le pays, se traduisant par une crise économique, sociale, politique et morale, par la continuelle limitation des libertés, par la méconnaissance de la dignité humaine et la lente destruction des normes de notre vie de communauté, édifiées avec tant de difficultés par nos prédécesseurs. Tout ceci, déclament l'année dernière les évêques, est la "conséquence inexorable de la contrainte, de la dépendance et du désespoir".

7- Au cours de cette dernière année, la situation n'a cessé d'empirer, malgré la prise de conscience populaire massive de la nécessité d'un grand rassemblement permettant de mener à bien les transformations profondes qu'attend le pays. Nous ne sommes pas les défenseurs de certaines institutions en tant que telles, mais nous estimons que celles qui viennent d'être dissoutes étaient, malgré leurs déficiences notoires, un lieu possible d'expression et d'exercice de la responsabilité des diverses couches sociales et courants d'opinion qui existent dans notre société et qui sont prêts à servir le bien commun.

En ce moment de l'évolution de notre pays, nous ne croyons pas, en toute honnêteté, que les événements récents contribuent à nous rendre optimistes au sujet de l'avenir voulu par tous.

Certains mettent leur espoir dans les mesures adoptées pour la lutte contre les diverses formes de corruption et de subversion, mais le pas qui a été franchi ne dispense pas, par ailleurs, de procéder avec urgence à la transformation profonde des structures en vigueur.

8- Si nous faisons ces réflexions, c'est parce que nous sommes mûs par le seul intérêt de la recherche d'une paix véritable pour notre peuple; notre Eglise est née avec lui, et avec lui elle a vécu

des heures heureuses et des moments de souffrance. Son unique désir est de servir humblement à ce que l'Uruguay devienne un pays de plus en plus humain.

C'est pour cela que, dans notre souci d'être fidèles à notre vocation et à notre pays, nous ne voyons d'autre issue à la crise actuelle que dans l'union de tous les uruguayens qui aiment leur patrie, une union destinée à entamer un dialogue loyal qui nous permette de nous mettre d'accord sur le minimum de pas à franchir pour faire renaître l'espoir. Nos réflexions sont porteuses de cet espoir, mais c'est un espoir qui a besoin de se traduire en gestes concrets pour qu'il s'affermisse.

Nous savons qu'en ce moment, le dialogue n'est pas facile. Mais il est toujours possible pour ceux qui placent l'intérêt commun au-dessus de leurs intérêts particuliers. S'il n'en est pas ainsi, des jours chaque jour plus sombres nous attendent.

9- Nous chrétiens, membres à part entière de cette société aujourd'hui si divisée, nous sommes également divisés par les mêmes déchirements. Nous sommes tous, cependant, dans l'obligation de nous soumettre au jugement de Dieu. Il nous montre à tous le chemin de la conversion qui passe par la reconnaissance de ses propres erreurs, par la pratique de la justice, de la liberté, de l'amour agissant, principalement envers les plus faibles et les plus démunis.

Se convertir, c'est assumer ces valeurs et lutter pour elles. C'est reconnaître ceux qui s'appliquent à les mettre en pratique comme d'authentiques ouvriers du royaume de Dieu. Rester passif ou les refuser, c'est trahir notre vocation.

En prenant le chemin de la conversion, la communauté doit chercher à s'unir fraternellement dans une foi plus ferme, dans une espérance chaque jour plus lucide, dans un amour chaque fois plus authentique, dans une prière toujours plus confiante.

A cette heure, beaucoup connaissent la souffrance parce qu'ils veulent être fidèles à Dieu dans leurs frères. A tous ces compagnons...(1)

10- En terminant, nous nous mettons humblement et sincèrement au service de notre patrie et de chacun de nos frères afin de contribuer, dans la mesure de nos forces, à la recherche commune, et afin d'arriver à la solution des problèmes qui traumatisent aujourd'hui l'Uruguay.

Notes pour aider à la réflexion:

- §3: Gaudium et Spes n° 25,26,27,31,68 et 75; textes de Medellín, Justice III 1 B.
- §4: Gaudium et Spes n° 17 et 59; liberté religieuse n° 7; Comunio et Progressio (sur les moyens de communication sociale) n° 24,25,28 et 29; Medellín, Justice.
- §5: Gaudium et Spes n° 29 et 69; Message de Paul VI pour la Journée de la Paix 1972; message aux jeunes.
- §9: Medellín, Justice II.

II- DECLARATION DE LA FEDERATION DES EGLISES EVANGELIQUES

La Fédération des Eglises Evangéliques d'Uruguay, consciente de ne représenter qu'une partie du peuple chrétien, tient à exprimer sa profonde préoccupation devant la situation de l'Uruguay durant ces jours et devant l'évidente détérioration des relations entre ceux qui composent la population de ce pays. Nous ne voulons pas que le silence des Eglises puisse être interprété comme le signe évident du conformisme ou de la résignation.

Les faits actuels ne sont que l'expression extrême et la conséquence d'un vaste processus de rétrécissement, pour l'uruguayen, des droits individuels et collectifs fondamentaux reconnus par la loi.

Les jugements de valeur que l'on se jette à la tête de part et d'autre, ainsi que les efforts déployés pour diviser la communauté en groupes rivaux nous montrent que nous sommes arrivés à la fin de la tolérance pour les idées qui a été l'orgueil de notre nation.

Si l'on continue dans cette voie, cela ne fera qu'agrandir les blessures et conduire à des situations extrêmes sans possibilité de retour en arrière, et il sera de plus en plus difficile de parvenir à la réconciliation à laquelle nous aspirons tous.

La mort brutale de Jésus Christ sur la Croix et sa résurrection nous montrent que tout ce qui conduit à la déshumanisation est contraire à la volonté de Dieu. Et Dieu qui agit dans l'histoire nous appelle en Jésus Christ à nous réaliser comme homme dans une vie de plénitude.

Forts de cette conviction et en tant que membres à part entière de ce pays, nous demandons à l'ensemble de la communauté uruguayenne, aux gouvernants et aux gouvernés de s'engager sincèrement dans la tâche urgente qui consiste à créer les conditions pour une réconciliation en vue de la réalisation totale de l'uruguayen sur la base de la justice, de la liberté et du droit.

Soucieux, donc, d'affirmer ces principes et ces vœux ardents: nous déclarons que nous sommes, en tant qu'Eglises, prêts à nous mettre au service de l'évolution du pays; nous exhortons les Eglises protestantes et les autres communautés religieuses à demeurer fermes dans la prière pour obtenir une paix durable basée sur la justice.

Montevideo, juillet 1973

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)